

DEPARTEMENT
GARD
CANTON
PONT-SAINT-ESPRIT
COMMUNE
PONT-SAINT-ESPRIT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté -- Egalité -- Fraternité

ARRETE DU MAIRE

ARRETE DE MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire de la Ville de PONT-SAINT-ESPRIT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), et notamment son article 112,

VU l'article L.631-1 du code du Patrimoine,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.151-51 et R.151-53,

VU la délibération n°2 du Conseil Municipal en date du 26 février 2015, approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

VU la délibération n°7 du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2015, approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU,

VU, la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 27 avril 2017, adoptant les nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme applicables, en exécution des jugements du Tribunal Administratif de Nîmes, du 28.02.17, n° 1502479 et n°1501303,

VU la délibération n°9 du Conseil Municipal en date du 14 mars 2018, approuvant la modification n°1 du PLU,

VU la délibération n°11 du Conseil Municipal en date du 20 décembre 2018, approuvant la modification simplifiée n°2 du PLU,

VU la délibération n°18 du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2024 portant avis de la commune de PONT-SAINT-ESPRIT sur le projet de révision du classement sonore des infrastructures du réseau routier du Gard,

VU l'arrêté préfectoral n°30-2024-04-16-00003 en date du 16 avril 2024 portant approbation du classement sonore des infrastructures du réseau routier du Gard,

VU notamment les plans et documents ci-annexés,

CONSIDERANT le courrier de la Préfecture du Gard en date du 2 mai 2024 nous signifiant l'arrêté préfectoral n°30-2024-04-16-00003 en date du 16 avril 2024 et induisant la mise à jour des annexes du document d'urbanisme,

CONSIDERANT que ce classement sonore des voies bruyantes du réseau routier du Gard et les périmètres affectés par le bruit doivent être reportés, à titre d'information dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme en vigueur conformément aux dispositions des articles R.151-51 et R.151-53 du code de l'urbanisme,

AR Prefecture

C30-213002025-20240902-URB_2024_273B-AR
Reçu le 09/09/2024
Publié le 09/09/2024

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le plan local d'urbanisme de la commune est mis à jour à la date du présent arrêté conformément aux dispositions visées ci-dessus.

Cette mise à jour porte sur la liste des annexes informatives (Pièce Vc. Autres Annexes Informatives).

ARTICLE 2

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie et à la préfecture.

Le dossier de mise jour sera consultable sur le site internet de la mairie.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

ARTICLE 4 :

En application de l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme, la copie du présent arrêté et des pièces annexées sera communiquée à la Direction Départementale des Finances Publiques.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté, accompagné des pièces correspondantes, sera adressé à Monsieur le Préfet.

Fait à PONT-SAINT-ESPRIT, le 2 septembre 2024.

Monsieur le Maire,
Valère SEGAL



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- transmis au représentant de l'Etat, Monsieur le Préfet, le :

09 SEP. 2024

- affiché le :

09 SEP. 2024

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Mairie de Pont-Saint-Espirit.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa publication, le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

AR Prefecture

Reçu le 09/09/2024
Publié le 09/09/2024



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service Aménagement Territorial Sud et Urbanisme

Affaire suivie par : Betty PLANTIER

Tél. : 04 66 62 63 64

betty.plantier@gard.gouv.fr

ARRÊTÉ n°30-2024-04-16-00003

portant approbation du classement sonore
des infrastructures du réseau routier du Gard

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.571-10, et R.571-32 à R.571-43 relatifs au recensement et au classement sonore des infrastructures de transports terrestres et R-125-28 relatif au droit à l'information sur les nuisances sonores ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.154-7 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.111-3, R.151-51 et R.151-53 ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, modifié par arrêté interministériel du 23 juillet 2013 et complété par l'arrêté du 3 septembre 2013 ;

Vu les trois arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement ;

Vu la circulaire interministérielle du 25 mai 2004 sur le bruit des infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1998 portant classement sonore des infrastructures du réseau routier concédé du département du Gard, assortis des pièces annexées ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date du 12 mars 2014 portant classement sonore des infrastructures du réseau routier non concédé du département du Gard, assortis des pièces annexées ;

Vu les résultats des études réalisées par le bureau d'études CERE Ingénierie, avec l'appui technique du Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA) Méditerranée ;

Vu la consultation des communes réalisée du 16 novembre 2023 au 16 février 2024 sur le projet de classement et les avis formulés ;

Considérant que les classements sonores des infrastructures du réseau routier du Gard du 29 décembre 1998 et du 12 mars 2014 ont lieu d'être réactualisés ;

Considérant la conformité de la procédure de révision du classement sonore des infrastructures du réseau routier avec la réglementation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er :

Les dispositions du présent arrêté se substituent de plein droit aux arrêtés de classement sonore du réseau routier du Gard des 29 décembre 1998 et 12 mars 2014 qui sont abrogés :

- arrêté n° 98-3634 pour les voies routières concédées
- arrêté n°2014-071-0008 pour le réseau routier communal de Saint-Martin-de-Valgugues
- arrêté n°2014-071-0009 pour le réseau de transport en commun en site propre de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole
- arrêté n°2014-071-0010 pour le réseau routier de la communauté d'agglomération d'Alès
- arrêté n°2014-071-0011 pour le réseau routier communal de Bagnols-sur-Cèze
- arrêté n°2014-071-0012 pour le réseau routier communal de Nîmes
- arrêté n°2014-071-0013 pour le réseau routier communal d'Alès
- arrêté n°2014-071-0014 pour le réseau routier communal de Rodilhan
- arrêté n°2014-071-0015 pour le réseau routier communal des Angles
- arrêté n°2014-071-0016 pour le réseau routier communal de Beaucaire
- arrêté n°2014-071-0018 pour le réseau routier départemental
- arrêté n°2014-071-0019 pour le réseau routier national non concédé

Article 2 :

Les dispositions de l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé sont applicables dans le département du Gard aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) mentionnées à l'article 3 du présent arrêté et représentées sur les cartes annexées.

Le présent arrêté vise à approuver la révision totale du classement sonore de ces infrastructures.

Le classement sonore comporte le présent arrêté, une cartographie du réseau concerné (annexe 1), un tableau de classement des voies classées (annexe 2) et une liste des communes concernées (annexe 3).

Article 3 :

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relèvent du réseau routier.

Sont classées les infrastructures routières écoulant un trafic supérieur à 5 000 véhicules par jour et les lignes de transports en commun en site propre de plus de 100 rames par jour,

Elles sont listées dans le tableau de classement et font partie intégrante de l'arrêté préfectoral.

Article 4 :

Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé.

Article 5 :

Le classement des infrastructures routières ainsi que la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores calculés à partir des caractéristiques de chaque voie en un point de référence défini conventionnellement par la réglementation (arrêté du 23 juillet 2013).

Les niveaux diurnes et nocturnes obtenus au point de référence permettent de déterminer la catégorie de l'infrastructure selon le tableau suivant (arrêté du 30 mai 1996 modifié par arrêté du 23 juillet 2013).

Niveau sonore de référence LAeq 6h-22h en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq 22h-6h en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300 \text{ m}$
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250 \text{ m}$
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100 \text{ m}$
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30 \text{ m}$
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10 \text{ m}$

AR Prefecture

Article 6 :

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres et les périmètres des secteurs affectés par le bruit, doivent être reportés, à titre d'information, par les maires des communes, ainsi que les maires des communes limitrophes le cas échéant, dans les annexes des documents d'urbanisme, conformément aux dispositions des articles R.151-51 et R.151-53 du code de l'urbanisme. Il sera également fait mention du présent arrêté ainsi que les lieux où il peut être consulté.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, la présidente du conseil départemental du Gard, le directeur interdépartemental des routes Méditerranée, le directeur de VINCI Autoroutes/Réseau ASF, le président de la communauté d'agglomération de Nîmes métropole, le président de la communauté d'agglomération d'Alès, les maires des communes concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Gard et affiché pendant un mois, à la mairie des communes concernées (article R-571-41 du code de l'environnement).

Les documents (arrêtés-tableaux-cartographie seront également consultables sur le site internet des services de l'État: <https://www.gard.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Bruit-lie-aux-transports/Classement-sonore-des-transports-terrestres>

Nîmes, le 16 AVR. 2024

Le Préfet

Jérôme BONET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Dans le même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Gard, auteur de l'arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite du recours gracieux).

AR Prefecture

030-213002025-20240902-URB_2024_273B-AR
Reçu le 09/09/2024
Publié le 09/09/2024

INSEE commune	Nom commune	ID tronçon	Nom tronçon	Débutant	Finissant	Catégorie	Largeur	Tissu
30202	Pont-Saint-Esprit	50231343	RN86.4	RD994D	Entrée agglomération St Nazaire	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50231444	RD6086.51	Fin rue en U	100 m avant feu tricolore	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50231445	RD6086.19	100m avant feu tricolore	100m après feu tricolore	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50231446	RD6086.21	100m après feu tricolore	Sortie agglomération Pont St Esprit	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50231447	RD6086.23	Sortie agglomération Pont St Esprit	RD994D	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50231451	RD6086.43	RD994	100 m avant feu tricolore	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50231452	RD6086.45	100 m avant feu tricolore	Début rue en U	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50231556	RN86.1	RN86	Limite du département Vaucluse	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50232022	RD6086.17	Fin de limitation de vitesse	Entrée agglomération Pont St Esprit	3	100	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50232023	RD6086.35	Entrée agglomération Pont St Esprit	100 m avant un feu tricolore	4	30	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50232024	RD6086.39	100 m avant le feu tricolore	100 m après le feu tricolore	4	30	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50232025	RD6086.41	100m après feu tricolore	RD994	4	30	Tissu ouvert
30202	Pont-Saint-Esprit	50232026	RD6086.47	Début rue en U	100m après feu tricolore	2	250	Rue en U
30202	Pont-Saint-Esprit	50232027	RD6086.49	100 m après feu tricolore	Fin de rue en U	2	250	Rue en U
30202	Pont-Saint-Esprit	50232030	RD994	RN85	Sortie agglomération Pont St Esprit	4	30	Tissu ouvert

AR Prefecture

030-213002025-20240902-URB_2024_273B-AR
 Reçu le 09/09/2024
 Publié le 09/09/2024

Révision du classement sonore des voies bruyantes (CSVB) des voies routières du Gard

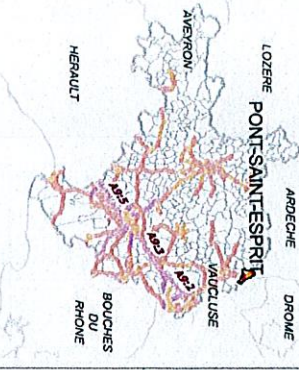
PONT-SAINT-ESPRIT

cereg
Edition : Mars 2024
Echelle : 1:28 266

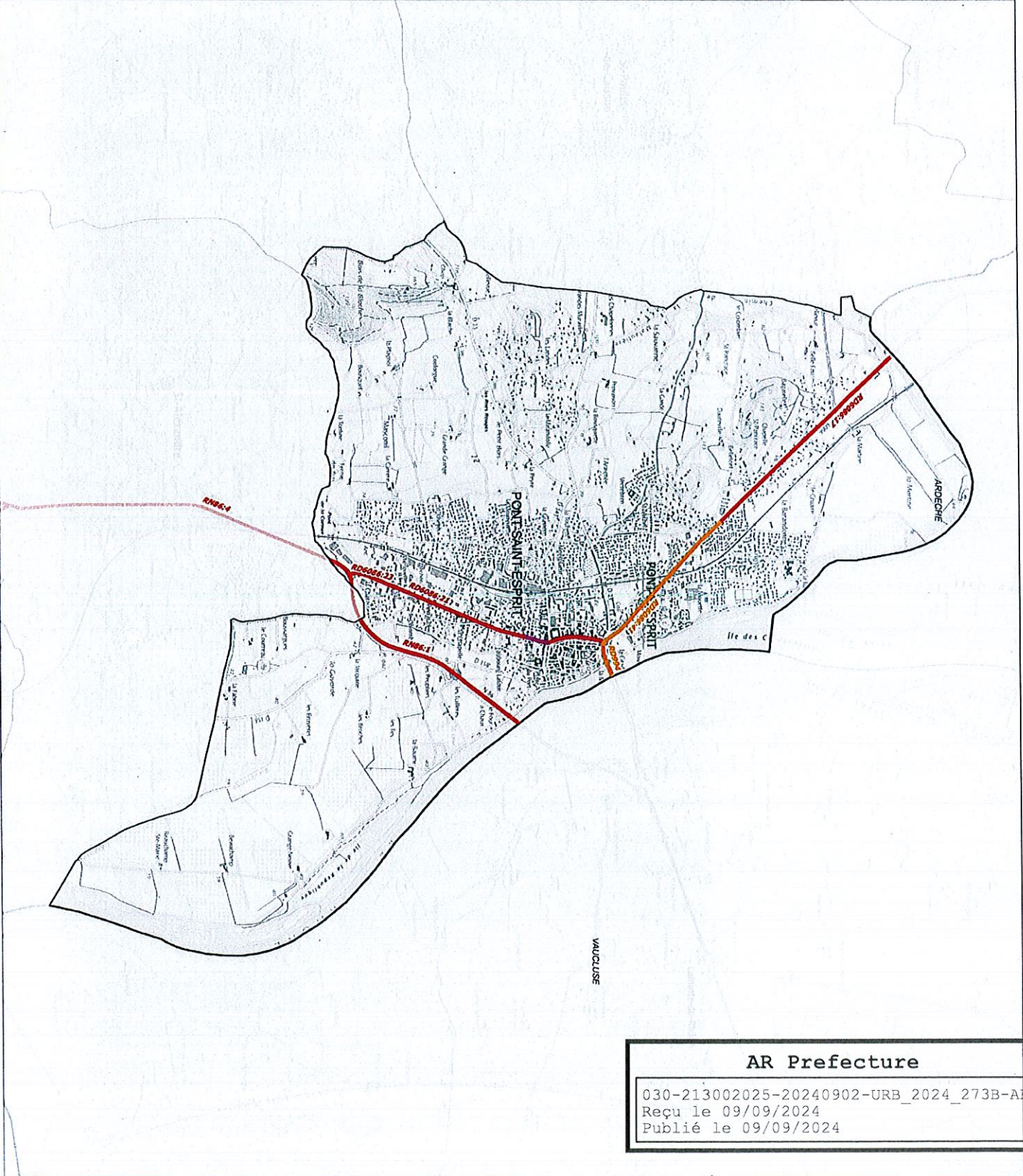


<p>Tronçon routier de longueur comprise entre 1000m et 2000m (art.1)</p>	<p>Tronçon routier de longueur comprise entre 2000m et 4000m (art.1)</p>	<p>Tronçon routier de longueur comprise entre 4000m et 10000m (art.1)</p>	<p>Tronçon routier de longueur comprise entre 10000m et 20000m (art.1)</p>
<p>L > 81 76 < L <= 81 70 < L <= 76 65 < L <= 70 60 < L <= 65 55 < L <= 60</p>	<p>L > 76 71 < L <= 76 66 < L <= 71 61 < L <= 66 56 < L <= 61</p>	<p>1 2 3 4 5</p>	<p>d = 300 m d = 250 m d = 200 m d = 150 m d = 100 m</p>

- Limites administratives**
- ☐ Limites départementales
 - ☐ Limites communales



Source et date des données :
- SCAN 25 IGN, 2022
- Admin Express



ANNEXE 3
Classement sonore des voies bruyantes du Gard 2024
Liste des communes concernées

AIGREMONT
AIGUES-MORTES
AIGUES-VIVES
AIMARGUES
ALES
ANDUZE
ARAMON
ARGILLIERS
ARPAILLARGUES-ET-AUREILLAC
AUBORD
AUJARGUES
AVEZE
BAGARD
BAGNOLS-SUR-CEZE
BEUCAIRE
BELLEGARDE
BERNIS
BESSEGES
BEZOUCE
BLAUZAC
BOISSET-ET-GAUJAC
BOUCOIRAN-ET-NOZIERES
BOUILLARGUES
BRIGNON
BROUZET-LES-ALES
BROUZET-LES-QUISSAC
CAISSARGUES
CALVISSON
CANNES-ET-CLAIRAN
CARDET
CASSAGNOLES
CASTILLON-DU-GARD
CAVEIRAC
CENDRAS
CHUSCLAN
CLARENSAC
CODOGNAN
COLLIAS
COMBAS
COMPS
CONGENIES
CONNAUX
CONQUEYRAC
CORBES
CORCONNE
CORNILLON
COURRY
CRESPIAN
DIONS

AR Prefecture

030-213002025-20240902-URB_2024_273B-AR
Reçu le 09/09/2024
Publié le 09/09/2024

DOMAZAN
ESTEZARGUES
EUZET
FONTANES
FONTARECHES
FOURNES
FOURQUES
GALLARGUES-LE-MONTUEUX
GARONS
GAUJAC
GENERAC
JONQUIERES-SAINT-VINCENT
LA CADIERE-ET-CAMBO
LA CALMETTE
LA GRAND-COMBE
LA ROQUE-SUR-CEZE
LA ROUVIERE
LANGLADE
LAUDUN-L'ARDOISE
LAVAL-PRADEL
LE CAILAR
LE GRAU-DU-ROI
LE VIGAN
LEDENON
LEDIGNAN
LES ANGLES
LES MAGES
LES PLANS
LES SALLES-DU-GARDON
LEZAN
LIOUC
LUSSAN
MANDUEL
MARGUERITTES
MARUEJOLS-LES-GARDON
MASSANES
MASSILLARGUES-ATTUECH
MEJANNES-LES-ALES
MEYNES
MEYRANNES
MILHAUD
MOLIERES-SUR-CEZE
MONS
MONTAREN-ET-SAINT-MEDIERS
MONTEILS
MONTFRIN
MONTMIRAT
MONTPEZAT
MOULEZAN
MOUSSAC
MUS
NAGES-ET-SOLOGUES
NERS

AR Prefecture

030-213002025-20240902-URB_2024_273B-AR
Reçu le 09/09/2024
Publié le 09/09/2024

NIMES
ORSAN
ORTHOUX-SERIGNAC-QUILHAN
PARIGNARGUES
PONT-SAINT-ESPRIT
POULX
POUZILHAC
PUJAUT
QUISSAC
REDESSAN
REMOULINS
RIBAUTE-LES-TAVERNES
ROCHEFORT-DU-GARD
RODILHAN
ROQUEDUR
ROQUEMAURE
ROUSSON
SABRAN
SAINT-ALEXANDRE
SAINT-AMBROIX
SAINT-ANDRE-DE-MAJENCOULES
SAINT-BONNET-DU-GARD
SAINT-BRES
SAINT-CHRISTOL-LES-ALES
SAINT-COME-ET-MARUEJOLS
SAINT-DIONISY
SAINT-GENIES-DE-COMOLAS
SAINT-GENIES-DE-MALGOIRES
SAINT-GERVAIS
SAINT-GERVASY
SAINT-GILLES
SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS
SAINT-HILAIRE-D'OZILHAN
SAINT-HIPPOLYTE-DE-CATON
SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT
SAINT-JEAN-DE-VALERISCLE
SAINT-JEAN-DU-PIN
SAINT-JULIEN-DE-LA-NEF
SAINT-JULIEN-LES-ROSIERS
SAINT-LAURENT-D'AIGOUZE
SAINT-LAURENT-DE-CARNOLS
SAINT-LAURENT-DES-ARBRES
SAINT-LAURENT-LA-VERNEDE
SAINT-MARCEL-DE-CAREIRET
SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES
SAINT-MAXIMIN
SAINT-MICHEL-D'EUZET
SAINT-NAZAIRE
SAINT-PRIVAT-DES-VIEUX
SAINT-QUENTIN-LA-POTERIE
SAINT-SIFFRET
SAINT-THEODORIT
SAINTE-ANASTASIE

AR Prefecture

030-213002025-20240902-URB_2024_273B-AR
Reçu le 09/09/2024
Publié le 09/09/2024

SALINDRES
SANILHAC-SAGRIES
SARDAN
SAUVE
SAUVETERRE
SAUZET
SAZE
SERNHAC
SERVAS
SOMMIERES
SUMENE
TAVEL
THOIRAS
TORNAC
TRESQUES
UCHAUD
UZES
VALLABREGUES
VALLERARGUES
VALLIGUIERES
VAUVERT
VENEJAN
VERGEZE
VERS-PONT-DU-GARD
VESTRIC-ET-CANDIAC
VEZENOBRES
VIC-LE-FESQ
VILLENEUVE-LES-AVIGNON
VILLEVIEILLE

AR Prefecture

030-213002025-20240902-URB_2024_273B-AR
Reçu le 09/09/2024
Publié le 09/09/2024